N° 763. DIMANCHE 28 DÉCEMBRE 1862. 7me année

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, 25 » francs par an. » » 14 » » six mois. » » 7 50 » trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITTE, BULLIER et Cie, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE, BULLIER et Cie, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX

27 décembre 1862.

On lit dans le *Moniteur :*

« S. Exc. le nonce apostolique a remis ce matin, au nom du Saint-Père, à S. Exc. le ministre des affaires étrangères, une somme de dix mille francs, destinée à la souscription ouverte pour soulager les souffrances des ouvriers de la Seine-Inférieure. « Sa Sainteté, a dit S. Exc. le nonce, regrette que l'état de ses finances ne lui permette pas d'envoyer une offrande plus considérable ; mais elle a voulu témoigner, en cette occasion, sa sympathie pour les preuves de dévouement qu'elle reçoit de ce pays. »

Les dernières dépêches de la Havane annoncent qu'un corps de troupes auxiliaires, formant notre avant-garde, a été mis en mouvement par le général Forey, sous le commandement du général Marquez, et s'est emparé, le 23 novembre, de la ville de Chalchiconuela, située à environ 50 kilomètres d'Orizaba, sur la route de Puebla. Les habitants de cette ville ont été, de tout temps, opposés à Juarez, et ils avaient fait connaître aux alliés l'intention où ils étaient de se prononcer en leur faveur.

Une correspondance de Berlin annonce un bruit assez important. On parle, dans cette ville, de la dissolution de la Chambre des députés. Le ministre de la guerre lui-même l'aurait, dit-on, indiquée aux membres d'une députation féodale, en les engageant à faire ce qui dépendra d'eux pour qu'aux élections prochaines personne ne s'abstienne de voter.

L'*Evening Post* annonce que nombre d'officiers distingués de l'armée américaine ont offert leurs services au Mexique, pour combattre l'expédition française, et que les arrangements pour leur départ se poursuivent à la légation mexicaine de Washington.

Nous sommes convaincus, dit le *Courrier des Etats-Unis*, qu'il suffira de la publicité donnée à ce fait, pour amener de la part du gouvernement fédéral une intervention semblable à celle qui arrêta les enrôlements anglais en 1855.

Une dépêche télégraphique de Washington annonce que « des informations officielles qui viennent d'être communiquées, garantissent l'assertion que le gouvernement français n'a pas la pensée de poursuivre plus loin ses propositions d'armistice on de médiation. »

Une autre dépêche constate « qu'il n'a été fait de propositions de paix d'aucun genre, dans quelque forme que ce soit, par les autorités confédérées. M. Lincoln ou son cabinet, n'ont eu connaissance de rien de semblable. »

La grande bataille de Frederiksburg a commencé, et, comme toutes celles qui se sont livrées depuis deux ans, elle dure plus d'un jour. On commence à connaître le résultat de la première journée, résultat négatif, surtout pour les fédéraux, s'il faut s'en rapporter à leurs exagérations habituelles. Ils ont eu beaucoup d'officiers et deux généraux tués, et cinq blessés. La dépêche dit qu'ils ont passé la nuit sur le champ de bataille ; mais, plus loin, elle constate qu'ils n'ont pu enlever leurs morts.

On assure que le gouvernement autrichien se montre très favorable aux réformes que le saint-père veut introduire dans ses Etats, et que M. de Rechberg s'est exprimé dans ce sens vis-à-vis du nonce apostolique à Vienne.

J. REBOUX.

Plusieurs journaux étrangers ont prétendu que dans la réception qui a eu lieu au ministère des affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys aurait entretenu de nouveau les ministres étrangers de la médiation en Amérique. Ce bruit est entièrement controuvé.

On lit dans le *Moniteur de l'Armée :*

« Plusieurs journaux d'Europe ont répété une nouvelle donnée par la presse américaine et annonçant que Juarez se préparait à inonder la ville de Mexico en y introduisant l'eau des cinq grands lacs qui l'entourent.

» Ce mensonge a été propagé pour inquiéter les familles des militaires qui font partie du corps expéditionnaire aux ordres du général Forey : il suffira d'une courte explication pour le réfuter.

» La ville de Mexico est entourée en effet par cinq grands lacs. Les deux plus rapprochés, ceux de Texcuco et de Xochimilco en sont à environ sept kilomètres. Ils se trouvent situés à 2,275 pieds mexicains au-dessus du niveau de la mer, et Mexico à 2,285. La ville est par conséquent plus élevée que les lacs, dont en outre le volume d'eau a considérablement baissé depuis deux siècles.

» Ces faits sont constatés par des documents irrécusables. Les deux lacs en question sont mis en communication avec la capitale au moyen de deux petits canaux et d'écluses.

» Pour arriver à inonder cette vaste cité comme autrefois du temps des caciques, il faudrait des travaux d'art immenses, dont la durée serait de plusieurs années. » — Baudoin.

On lit dans le *Bulletin de Paris :*

« Tandis que le gouvernement français » maintient, malgré tout obstacle, son » projet de médiation auprès des Etats-» Unis, nous voyons des ministres de la » Grande-Bretagne s'ingénier à exciter » l'irritation tantôt d'une part, tantôt de » l'autre. John Bull a l'haleine courte, » mais la mémoire longue : il se souvient » de 1778. Pour le moment, un journal » anglais nous apprend que des ordres » ont été expédiés par le gouvernement » aux autorités des Indes Occidentales de » refuser au navire de guerre confédéré » *Alabama* l'entrée de leurs ports. Une pareille mesure irait évidemment contre ce » fameux principe de neutralité tant vanté » par le gouvernement britannique. »

On assure que l'expédition du général Banks, composée de plus de deux cents navires portant quarante mille hommes et tout leur matériel, après avoir passé en vue de la Caroline du Sud, vient de traverser le golfe du Mexique se dirigeant vers le Texas.

Le but des Américains du Nord, en s'emparant de ce point, est de prendre à revers le territoire confédéré. — *A Renauld.*

On nous écrit de Gênes, le 23, dit la *France*, que Garibaldi, parti de Pise afin de s'embarquer pour Caprera, prolonge son séjour à Livourne, où il est entouré par un certain nombre de ses partisans les plus exaltés, qui voudraient le pousser à aller à Naples, où ils l'assurent qu'il sera porté en triomphe par la population.

Le gouvernement veille sur le général, afin de l'empêcher de céder aux conseils de ses partisans.—*A. Renauld.*

Les journaux italiens sont d'accord sur la nécessité de contracter un emprunt. mais il n'a pas suffi de cet accord pour arriver à trouver des fonds. D'ailleurs cet emprunt, s'il peut se négocier, ne sera pas coté à la Bourse de Paris, ce qui est de nature à faire réfléchir le cabinet de Turin.

A propos du refus de concours du gouvernement français, le *Courrier de Lyon* publie les observations suivantes :

Notre pays est-il donc le seul qui renferme des capitaux disponibles, et qui puisse répondre à l'appel désespéré de l'Italie unitaire ? On assure, il est vrai, que tous les efforts tentés jusqu'à ce jour par le nouveau royaume pour négocier ces effets publics, sur les bourses de Londres, de Hollande et d'Allemagne, ont été infructueux. Mais ne lui reste-t-il pas l'Italie elle-même ?

Comment se fait-il que cette nation si riche de son territoire, de ses produits et de son industrie, qui, malgré l'agitation à laquelle elle est en proie depuis 1859, n'a éprouvé aucune de ces catastrophes politiques et matérielles qui sont la ruine d'une société, ne trouve pas dans son sein les ressources nécessaires suffisantes pour faire face aux nécessités de sa situation; que l'attrait d'un placement à 7 pour cent joint au stimulant de l'intérêt national, ne fasse pas sortir de ses cachettes les trésors qui y sont accumulés ?

Comment ce peuple, si ardemment épris de l'unité, heureux et fier de la révolution dont il a recueilli les bénéfices politiques et sociaux, ne s'empresse-t-il pas de fournir à un gouvernement *libérateur, digne de toutes ses sympathies*, l'argent dont il a besoin?

Comment, dans ce but noble, touchant et patriotique, n'est-il pas disposé à tous les sacrifices, et prêt à donner son dernier écu comme son dernier homme ? Comment ne saisit-il pas l'occasion qui se présente à lui de se faire, sans péril et sans risques, l'application de la fameuse maxime : *Italia fara da se*, au lieu de recourir aux capitaux étrangers ?

La France, qui reproduit l'article du *Courrrier de Lyon*, ajoute :

« Si l'on doit mesurer la confiance qu'inspire l'unité italienne aux efforts qui sont faits pour la maintenir, il faudrait reconnaître que les Italiens qui la réclament le plus sont ceux qui y croient le moins, et que chaque fois qu'il s'agit, comme on dit vulgairement, de donner un coup de collier, c'est à l'étranger qu'ils s'adressent. C'est une singulière traduction du fameux « *Italia fara da se.* »

Une correspondance parisienne nous apprend que les grandes puissances ont renouvelé, par acte authentique, signé à Londres les termes de la convention de Londres en 1830. Voici à ce sujet ce que nous lisons dans la *Patrie :*

« Il résulte d'une lettre particulière d'Athènes, qui nous arrive par la voie de Trieste, et dont l'origine nous inspire toute confiance, que M. Bourée, ministre de France, et le comte Bloïdoff, ministre de Russie, ont informé le ministre des affaires étrangères qu'une convention avait été signée à Londres, le 4 décembre en vue de renouveler les engagements de 1830 quant aux membres des deux familles régnantes de Russie et d'Angleterre.

» M. Bourée et le comte Bloïdoff exprimaient, en outre, le désir que ce fait fût porté d'une manière officielle à la connaissance du pays.

» La note française était datée du 8 décembre, la note russe du lendemain 9.

» Le Gouvernement provisoire, en accusant réception de cette double communication, a répondu qu'il ne négligerait rien pour donner officieusement à l'entente des Cabinets toute la publicité nécessaire, mais qu'il ne croyait pas pouvoir annoncer officiellement la signature de l'acte du 4 décembre avant que le texte ne lui en eût été transmis, et surtout avant que la note de la troisième puissance intéressée ne lui fût parvenue. »

On écrit d'Angleterre que, dans un conseil de cabinet tenu le 23, il a été décidé qu'avant de demander aux puissances la réunion d'une conférence à Londres pour le règlement de la question hellénique, le gouvernement de la Grande-Bretagne consulterait le peuple ionien sur la question de savoir s'il veut son annexion au royaume de Grèce.

Les Ioniens ne paraissent pas unanimes pour l'affirmative. La ville de Corfou particulièremeut déclare que l'abandon de l'Angleterre serait sa ruine, si cette mésure doit être suivie du refus du prince Alfred d'accepter le trône de Grèce.

Voici, d'après le *Sun*, les paroles prononcées par M. Layard au sujet de la Grèce :

« Le Gouvernement de Sa Majesté ne désire pas intervenir dans les affaires de Grèce. Le Gouvernement a accepté la Révolution, et il a été plus loin : si les Grecs promettent de se gouverner en nation constitutionnelle et de respecter leurs engagements, le Gouvernement anglais consent à leur abandonner les îles Ioniennes; mais il est évident qu'il ne peut pas leur donner les îles Ioniennes tant que la Grèce est mal gouvernée. »

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX
DU 28 DÉCEMBRE 1862.

— N° 24. —

LES DEUX FRÈRES.

CHAPITRE XVIII. (Suite).

« Soyons amis et frères, dit Charles sans autre préambule ; nous causerons avec d'autant moins de contrainte.

— Oui, amis et frères, répliqua vivement Gothard. Après mon Hermann — je voudrais que tu le connusses — tu seras mon ami le plus cher. Parlons maintenant avec franchise et sans réserve. Dis-moi où en est l'affaire avec Fuselberg. Le bailli m'a appris hier de quoi il est question, et je me suis réjoui de pouvoir te tranquilliser à l'instant même, si tu venais en personne défendre ta cause ; le détenteur actuel de la principale créance hypothécaire est mon oncle : c'est un homme excellent qui peut bien, il est vrai, avoir donné des instructions précises à Fuselberg, mais qui, d'un autre côté, entendra facilement raison, pourvu qu'on lui offre une garantie. Ne me cache rien, je le repète, de ce qui concerne la dette et la somme dont Fuselberg poursuit le paiment. »

Alors le baron raconta tout ce que Fuselberg avait fait depuis plusieurs années afin d'obtenir pour son fils la main de Selma ; tous les chagrins qu'il avait déjà suscités à la famille Silbersparre ; tous les moyens qu'il avait employés pour arriver à son but ; toutes les brillantes perspectives d'avenir qu'il leur avait fait entrevoir pour les allécher ; et enfin l'empressement avec lequel, tous ses efforts ayant échoué, il était entré dans la voie que le hasard lui offrait à l'improviste, espérant par là parvenir à ses fins. Lorsque Charles montra à son ami la caution qu'il s'était procurée et qu'il avait offerte à Fuselberg le matin, Gothard entra dans une violente colère contre ce vieux coquin, qui agissait ainsi au mépris de toute humanité, et, de plus, au nom d'un tiers, de son oncle Dahl, qui était la probité et la bonté mêmes.

« Sois tranquille, Charles, dit-il enfin, encore tout tremblant d'indignation ; aussi vrai que j'existe, je mettrai bon ordre aux menées du laensman, et je prendrais moi-même l'affaire en main — j'en réponds sur mon honneur ! Laissons-le faire ; une couple de jours passent vite, et quand ce drôle se croira le plus sûr de tenir sa proie, nous la lui aurons enlevée des mains. Repose-t-en sur moi.

— Tu es, Gothard, mon bon ange, ma consolation et mon espérance. Mais si tu savais, si tu pouvais t'imaginer quel joug de fer pèse sur moi ! L'Orient voit-il naître le jour, la nuit s'épaissit à l'Occident. Pour obtenir, et à grand'peine, cette caution, il m'a fallu engager ma solde et tout le mobilier qui nous reste. Qu'en résultera-t-il ? Quelle sera l'issue de tout cela ? Le sentier épineux des chagrins offre parfois des repos ; mais il n'en aura pas pour moi que quelques pelletées de terre ne recouvrent enfin le voyageur fatigué. O Gothard ! plût au Ciel que j'en fusse déjà là, car la nuit règne dans mon cœur. Mais à plus tard ce sujet. En ce moment, la tête me brûle, j'ai le pouls violemment agité ; il faut que je remonte à cheval pendant que je suis encore en état de regagner Walby.

— Non, Charles, tu ne partiras point ce soir, dit Gothard avec chaleur ; tu passeras la nuit chez moi. Si ta famille compte positivement sur ton retour, écris-lui quelques mots pour qu'elle ne s'inquiète pas ; Lidner, la bonne âme, qui connaît tout le personnel de l'auberge, prendra soin que ta lettre soit portée sans retard. Tu me le promets, n'est-ce pas ? An nom de Dieu, Charles, promets-le-moi, car je mourrais d'anxiété de te savoir en route malade de corps et d'âme, comme tu l'es, par malheur. Un mot encore, s'il peut contribuer à te tranquilliser : qu'on me traite d'homme sans honneur si je n'obtiens pas de mon oncle Dahl qu'il ne demande point le remboursement de sa créance ; et alors, entends-tu, il n'est plus besoin de caution.

— Oh ! je te comprends parfaitement, noble et excellent cœur ! dit Charles avec une profonde émotion ; plus tard, quand le calme aura succédé à la tempête, tu me comprendras aussi, tu liras dans mon âme, tu sauras pourquoi tu m'es si cher, pourquoi il m'est si doux d'appuyer mes joues brûlantes sur ton sein chaleureux. »

Gothard trembla que ce langage ne fût du délire.

« Peux-tu écrire toi-même, ou veux-tu que je le fasse ? demanda-t-il.

— Non, donne-moi une plume et du papier ; j'écrirai quelques mots à ma pauvre Selma. »

L'indisposition de Charles s'aggrava si fort pendant la nuit que, le matin, il était en proie au délire le plus violent, contretemps fâcheux sous plus d'un rapport pour notre pauvre Gothard, qui l'avait retenu dans une si bonne intention. Il craignait que le malade ne reçût pas, au milieu de ce désordre, les soins attentifs que des mains aimantes lui auraient prodigués dans sa famille. Le bailli, de son côté, paraissait quelque peu mécontent, pour ne pas dire plus ; il n'adressait de reproches à Gothard ni de son empressement à transformer en hôpital la maison de justice, ni de ce qu'il se fesait relever par un des copistes au chevet du baron, dès qu'il s'en éloignait. Il était clair, cependant, qu'il regrettait de voir ce surcroît d'occupations à son jeune adjoint, les audiences du tribunal en donnant bien assez sans cela. Mais la chose était faite, et il n'y avait pas de remède. L'état du baron empirait de jour en jour, et le médecin déclara qu'une fièvre nerveuse était à craindre, si pas même un transport au cerveau.

« Gothard, mon cher fils, dit un soir le bailli, qui commençait à perdre patience, les conséquences, qui ne sont pas des plus agréables, prouvent que tu as été diablement mal inspiré de retenir le lieutenant. Tu te tourmentes et tu t'épuises à veiller la nuit et à travailler le jour, et, sur mon âme, je crains en outre pour la vie du pauvre Lidner, que tu as institué garde-malade, et qui n'en a pas moins à copier chaque jour son nombre de rôles. J'ai appris avec chagrin que cela l'oblige à écrire toute la nuit, quand il ne la passe point au chevet du malade. Le pauvre garçon est déjà si maigre et si diaphane, que son vieil habit aura bientôt besoin d'une nouvelle rangée de boutons, ou qu'il finira par obtenir ses invalides — bien mérités, j'en conviens (ici le bailli sourit avec bonté) — mais qui lui seront difficilement accordés du vivant de son maître, car il existe entre eux — depuis l'époque où Lidner jouissait encore d'une position indépendante comme arpenteur — une union si étroite et si fidèle qu'une séparation entrainerait nécessairement leur mort à tous les deux. Ce n'est pas tout, Gothard ; les éternelles et importunes visites de la noble mère et de l'aimable tante du baron, voilà, le diable m'emporte ! le pire des désagréments. Depuis longtemps j'avais de leurs seigneuries par-dessus les oreilles, et quand ma femme venait sans cesse me chanter son vieux refrain, je me disais : « Patience, patience, Thorsen ! dès que tu monteras dans ta voiture pour te rendre à Brobanda, tu seras débarrassé de tous ces importuns. Ah ! bien oui, débarrassé ! A peine ai-je mis pied à terre que le représentant de la famille arrive comme un ouragan, s'installe dans ma maison de justice, et au lieu de m'y laisser jouir du repos tant désiré, attire toute sa suite de nobles dames, qui viennent me faire un bruit et un embarras comme si elles étaient chez elles dans leur nid de corneilles. »

Il se tut, car sa pipe était éteinte, ce qui avait mis fin au flux de ses paroles, lequel ne reprenait pas facilement son cours quand la campagne intime et fidèle du bailli ne fumait pas. Gothard s'élança, rapide comme l'éclair, saisit une allumette, ralluma la pipe, et répondit ensuite avec un calme et une douceur qu'il n'avait conservés de sa vie en face d'une réprimande :

« Cher oncle, tout cela est malheureusement ma faute, et je regrette infiniment d'avoir causé cette perturbation, qui est